

Ali RABIOU

ORCID: 0009-0002-6869-2157

Email : alirabiou7@gmail.com

Abdoul Rachid ISSOUFOU DOGO

ORCID: 0000-0002-8316-3993

Email : rach_issoufou@yahoo.fr

Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur l'Emergence Economique (LAEREE)
Université Abdou Moumouni de Niamey

Inclusion Financière et Développement Humain dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)

Résumé : Cet article évalue l'impact de l'inclusion financière sur le développement humain dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) en utilisant un modèle de données de panel sur la période 2008-2022. En utilisant une mesure de l'inclusion financière basée sur le taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF) et l'estimateur des doubles moindres carrés à variable instrumentale (IV-2SLS), les résultats empiriques mettent en évidence une relation positive et significative entre l'inclusion financière et le développement humain. La consistance de ces résultats est confirmée par des tests de robustesse. Partant de là, l'étude suggère d'encourager les mesures visant à faciliter davantage l'approfondissement de l'inclusion financière afin d'améliorer le développement humain au sein de l'Union.

Mots-clés : Inclusion financière - Développement humain - Intégration économique.

Financial Inclusion and Human Development in the countries of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU)

Abstract: This paper assesses the impact of financial inclusion on human development in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) countries using a panel data model over the period 2008-2022. Using a measure of financial inclusion based on the overall rate of use of financial services (TGUSF) and the instrumental variable two stages least squares (IV-2SLS) estimator, the empirical results highlight a positive and significant relationship between financial inclusion and human development. The consistency of these results is confirmed by robustness tests. On this basis, the study suggests encouraging measures to further facilitate the deepening of financial inclusion in order to improve human development within the Union.

Keywords: Financial inclusion - Human development - Economic integration.

JEL Classification: G21 – O15 – F15.

Received for publication: 20240903.

Final revision accepted for publication: 20241230

1. Introduction

Ces dernières années, l'inclusion financière se retrouve au centre des objectifs de politiques économique dans les pays en développement (Chibba, 2009), en ligne directe avec l'atteinte des OMD adoptés en 2015.

Bien que le concept d'inclusion financière demeure polémique (Sarma, 2008 ; Doligez et al., 2016 ; Chen et Yuan, 2021), il semble qu'il y ait une unanimité quant à son principe des services financiers formels accessibles pour toutes les populations, quel que soit leur niveau de revenu. À titre illustration, pour l'Alliance de l'Inclusion Financière (2010), l'inclusion financière suppose la création d'un système financier formel qui offre, y compris aux populations à faible revenu, une gamme variée des services financiers. Dans le même ordre d'idées, Cámara et Tuesta (2014) considèrent que le système financier est inclusif s'il maximise l'usage et l'accessibilité aux services financiers, tout en réduisant le nombre d'individus qui sont involontairement exclus de la sphère financière. Plus spécifiquement, par rapport à la dimension « processus », Sarma (2015) présente l'inclusion financière comme étant l'ensemble de mécanismes permettant d'assurer la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des services financiers de base à toute la population. Ces services de base sont constitués d'une gamme des produits financiers comme l'épargne, les prêts convenables, l'assurance, le crédit, le paiement (Gupte et al., 2012).

Plus généralement, dans la littérature, les enjeux et défis de l'inclusion financière se situent pleinement dans la problématique sur le développement financier et la croissance économique dont les premiers travaux remontent aux années 1900 avec Schumpeter. L'enrichissement des débats avec les théories de répression financière et de la libéralisation (Fry, 1995) et les succès mitigés de cette dernière (Bandiera et al, 2000), ont abouti à l'émergence d'un nouveau paradigme qui amène à tenir compte davantage de la complexité et de la transformation du système financier. Il y a notamment les travaux d'Arestis et al., (2005) qui soulignent la nécessité de mettre en œuvre un nouvel ordre des politiques du développement financier centré autour de l'inclusion financière. Sur le plan empirique, l'inclusion financière est abordée sous l'angle de la mesure de sa taille, de ses déterminants (Kumar, 2013), mais surtout de son importance par rapport à la réduction de la pauvreté et des inégalités du revenu (Park et Mercado Jr, 2015), tout comme ses impacts en termes de stabilité financière (Gildas, 2011 ; Mondiale, 2014 ; Cull et al., 2021). Tout comme la relation entre l'inclusion financière et la croissance inclusive, la mesure de la première fait l'objet d'un large développement dans la littérature. En effet, les définitions de l'inclusion financière sont nombreuses et diverses, et elles varient d'une étude à une autre, et selon les institutions comme l'AFI, la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international.

Au niveau de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), depuis quelques années, les autorités monétaires ont fait de l'inclusion financière un vecteur important, tant par rapport à la politique monétaire commune que pour le renforcement de l'intégration communautaire (Diarra et Rabiou, 2020). Par exemple, en 2014, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest a adopté une Convention sur la gratuité de plusieurs services bancaires. Plus récemment, en 2017, la BCEAO s'est dotée d'une Unité de Gestion et de Coordination de la stratégie régionale d'inclusion financière

dans l'UEMOA (UGC-SRIF), dont l'objectif est « la mise en œuvre opérationnelle du plan d'action de la stratégie régionale ». De même, au niveau des États, plusieurs initiatives portant sur l'inclusion financière ont été entreprises.

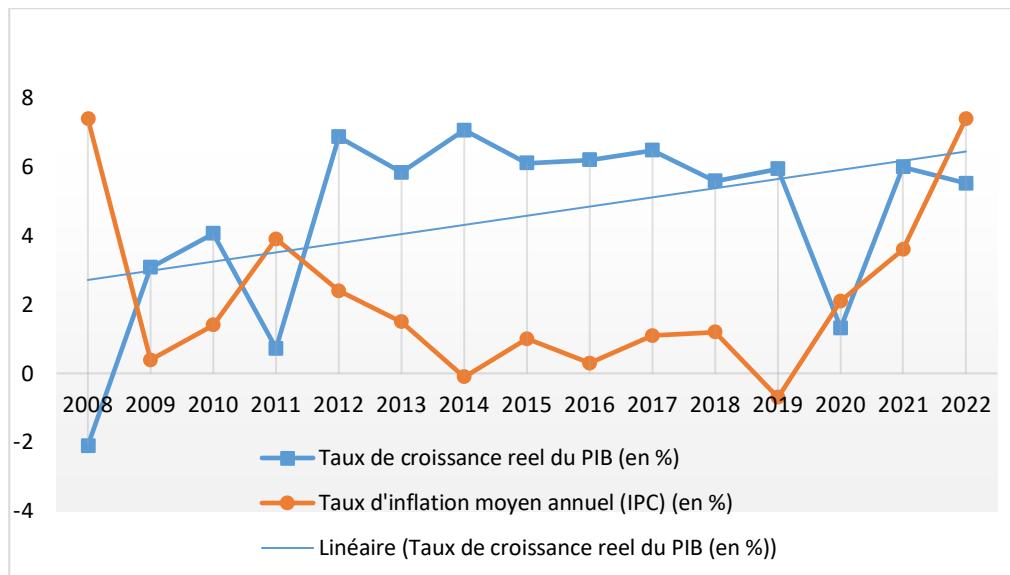
D'un point de vue opérationnel, dans l'UEMOA l'amélioration de l'inclusion financière prend une double dimension. D'une part, il y a la participation active des intermédiaires financiers, à travers l'innovation financière, l'émergence des établissements de monnaie électronique et le renforcement de la participation du secteur de la finance décentralisée (SFD). D'autre part, il y a la confirmation des volontés monétaires et politiques engagées à accompagner la dynamique de l'inclusion financière à travers l'amélioration de la bancarisation et la réglementation du secteur des SFD.

Le vaste chantier de l'inclusion financière au sein de l'UEMOA est ainsi encore en cours de réalisation, et il demeure encore des espaces d'analyse relative à ses aboutissements. La contribution de la présente analyse apporte des éléments de compréhension du phénomène de l'inclusion financière au sein de l'UEMOA. Plus spécifiquement, la problématique de l'inclusion financière au sein cette union monétaire et économique est abordée sous l'angle de son incidence sur le développement humain, sur la période 2008-2022, en prenant en compte ses mesures, sa taille au sein de l'union et ses effets sur le développement humain.

Après un état de lieux de l'inclusion financière dans le pays de l'UEMOA, ce travail revient sur une revue de littérature plus large pour situer la problématique de l'inclusion financière par rapport au développement financier d'une part et au développement humain d'autre part. Il expose ensuite les éléments de la méthodologie ayant permis d'aboutir aux résultats qui sont discutés et analysés au point quatre. Quelques implications des politiques économiques sont enfin tirées.

2. Évolution de l'économie de l'Union

L'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) est un regroupement de huit pays dont la population est estimée à 141,7 millions habitants qui a en partage le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA) dont l'institut d'émission de la monnaie commune est la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Si la variabilité de la production demeure persistante dans certains pays, le taux de croissance moyenne est d'environ 6 % sur la période 2008-2022 (Graphique 1). Sur la même période, le taux d'inflation moyen annuel de huit pays varie entre 2,5 % et 3,7 %. En 2022, le taux de croissance économique moyen et le taux d'inflation moyen des pays membres sont respectivement de -2,1 % et 7,4 % après avoir été respectivement de 5,52 % et 7,4 % l'année précédente.



Graphique 1 : Évolution des indicateurs macroéconomiques sur la période 2008-2022

L’existence d’une marge pour une politique de libéralisation financière sous contrainte (Tanimoune, 2003) et la volonté de soutenir les efforts de la croissance économique des pays membres ont amené la banque centrale à adopté une conduite accommodante basée sur son principal taux directeur¹ (le taux minimum de soumission aux appels d’offres d’injection de liquidité). Ce soutien à la croissance économique s’est surtout intensifié sous la période covid19 où la Banque centrale a initié des mesures d’assouplissement et des soutiens aux économies. Elle a également poursuivi ses efforts d’élargissement du réseau bancaire par des mesures de la bancarisation additionnelle mais aussi de diversification des acteurs financiers avec l’entrée des nouveaux acteurs œuvrant dans la finance électronique. En 2022, on compte trois types d’acteurs financiers qui sont repartis en 155 établissements de crédit agréés (banques et établissement financiers à caractère bancaire), 236² systèmes financiers décentralisés (supervisés par la commission bancaire) et 16³ établissements de monnaie électronique (EME). Les deux premiers totalisent respectivement 64 059, 2 ; 3517,7 milliards de bilan global tandis que pour les EME la valeur de leurs transactions s’élève à 69 806 milliards de F CFA au courant de la même année.

¹ Ce taux est maintenu à niveau de 2,5 % en vigueur depuis le 16 septembre 2013.

² Un système financier décentralisé (SFD) est une institution dont l’objet principal est d’offrir des services financiers à des personnes qui n’ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers tels que définis par la loi portant réglementation bancaire et habilitée aux termes de la loi portant réglementation des SFD à fournir ces prestations.

³ Un établissement de monnaie électronique (EME) est une personne morale, autre que les banques, les établissements financiers de paiement et les systèmes financiers décentralisés, habilitée à émettre de la monnaie électronique. Son activité se limite à l’émission et à la distribution de monnaie électronique.

Le concours de ces différents acteurs financiers contribue à l'approfondissement de l'inclusion financière sous ses trois dimensions. C'est ainsi que sur la période 2008-2022, le taux global d'utilisation services financiers est passé de 17 516 à 80 457. Sur la même période, les taux de pénétration démographique et de pénétration géographique sont passés respectivement de 1,008 et 1,42 à 176 546 et 401,84 au sein de l'union. Ces offres accrues des services financiers diversifiés au sein de l'union semblent s'accompagner d'une amélioration du niveau de vie de la population dans les différents pays. En effet si les huit pays membres de l'union sont toujours parmi les pays à faible développement humain, chacun a vu son niveau de développement s'améliorer sur cette période. Cette affirmation trouve d'échos tant dans la littérature théorique qui lie la finance au développement que dans les travaux empiriques notamment dans le pays en développement.

3. Revue de la littérature

Le cadre de référence des politiques d'inclusion financière s'est progressivement structuré au niveau des agences de développement international comme la banque mondiale qui a construit un indice dénommé « *Global Findex* » en de comparaison entre les pays (Demirguc-Kunt et al., 2015). Dans la littérature, les enjeux et défis de l'inclusion financière se situent pleinement dans la problématique sur le développement financier et la croissance économique dont les premiers travaux remontent aux années 1900 avec Schumpeter.

L'enrichissement des débats s'est poursuivi avec le développement des théories de répression financière et de la libéralisation (Fry, 1995) à partir des années 1960. Il y a la répression financière si les pouvoirs publics utilisent des techniques pour déterminer de façon administrée la politique et les conditions de collecte de ressources et d'allocation des crédits bancaires (Bonjean et Boussard, 1999). La faiblesse de la mobilisation de l'épargne subséquente à celle-ci, la mauvaise allocation des ressources et les crises bancaires et financières dans plusieurs pays en développement et de nouveaux pays industrialisés ont mis en mal les poursuites de la finance administrées.

C'est précisément sur les conclusions de la théorie de répression financière que McKinnon et Shaw bâtissent la politique de la libéralisation financière dans les années 70. Ils considèrent que les techniques de répression financière constituent un obstacle au développement financier et à la croissance économique. Selon ces auteurs, cités par Loizos (2018) le développement économique passe nécessairement par le développement financier, favorisant l'investissement pour Shaw et unifiant du marché du capital pour McKinnon, 1973. Attachés à l'idée d'un effet causal de la finance sur la croissance et du développement économique, ils recommandent ainsi une libéralisation des systèmes financiers afin de stabiliser la croissance et de sortir de la situation de répression financière. Ainsi, une partie des populations jusque-là rationnée du marché de crédit pourront intégrer au secteur bancaire et bénéficier des services financiers.

Cependant les résultats mitigés de politiques libérales, marqués par le faible approfondissement financier et la hausse des taux d'intérêt (Fowowe, 2013) ont suscitent le retour sur ses principales hypothèses. D'abord, la corrélation positive entre le développement financier et la croissance économique serait plutôt due soit à une

causalité inverse (Robinson, 1952 ; Lucas Jr, 1988), soit à l'inexistence de celle-ci (Duesenberry, 1950) à la suite d'une libéralisation financière. De plus, suivant l'hypothèse du fonctionnement concurrentiel des marchés, Stiglitz et Weiss (1981) évoquent l'existence de l'asymétrie informationnelle qui serait à la base de la défaillance de marché du crédit bancaire et qui conduit au rationnement des crédits. En fin, la segmentation du marché financier contrairement aux prédictions libérales est persistante donnant lieu à un dualisme financier (Babatoundé, 2015) interprété par les néo-structuralistes comme le reflet de la structure de production et de la richesse. La succession d'idées abouties à l'émergence d'un nouveau paradigme qui amène à tenir compte davantage de la complexité et de la transformation du système financier. C'est ainsi que les travaux d'Arestis et al. (2005) ont souligné la nécessité de mettre en œuvre un nouvel ordre de politique du développement financier centré autour de l'inclusion financière. Celle-ci incorporant les trente années d'apprentissage de la microfinance d'une part et assurant un secteur financier à la fois durable et adapté aux bénéficiaires d'autre part (Doligez et al., 2016). Ainsi, les nouvelles politiques financières centrées appellent à la mise en place d'un secteur financier combinant rentabilité financière et utilité sociale.

Ce processus de transformation du système financier aboutissant sur un système financier plus inclusif générateur des services financiers rentables pour les acteurs et socialement utile pour les bénéficiaires. Dès lors, les travaux empiriques ont investi le champ de ce mécanisme financier pour mettre en évidence l'impact de l'inclusion financière sur certains indicateurs socioéconomiques.

Des travaux empiriques abordant les questions spécifiquement liées aux enjeux et défis de l'inclusion financière traitent de la taille (Sarma, 2008) de celle-ci, de ses déterminants (Haleem et Madhuwanthi, 2020), de son importance par rapport à la réduction de la pauvreté (Chibba, 2009 ; Ibrahim et al., 2019) et des inégalités du revenu, mais surtout de son impact le développement (Sarma et Pais, 2011) et développement humain (Chandrawanshi et Banerji, 2021 ; Abdelghaffar et al., 2023).

La mesure de la taille de l'inclusion financière est abordée soit en adoptant une approche unidimensionnelle ou suivant une approche multidimensionnelle. Dans cette première approche, certains considèrent simplement le nombre des comptes auprès des institutions (Beck et al., 2007) et d'autres ont rapporté à la population (Andrianaivo et Kpodar, 2012). Il arrive que les auteurs ne se limitent pas seulement aux comptes auprès des banques en élargissant aux comptes ouverts auprès des institutions du système de la finance décentralisé (SFD) qui sont les microfinances, les assurances et la poste. La seconde approche, qui se veut multidimensionnelle qui a été exploré par Sarma (2008), Park et Mercado (2015) et Rabiou (2020) où chacun de ces auteurs retiennent dans ses travaux les dimensions mesurables dans l'économie étudiée et pertinente à saisir le caractère inclusif du système financier en question. Avant Haleem et Madhuwanthi, l'identification des déterminants de l'inclusion financière est abordée par Efobi et al. (2014) au Nigeria dans une analyse en coupe transversale, mais par Park et Mercado (2015) dans analyse similaire appliquée aux pays de l'Asie en développement. Déjà en 2010, Andrianaivo et Yartey (2010) ont montré que la pénétration des téléphones

mobiles comme outils d'intermédiation financière facilite l'inclusion financière et favorise la croissance économique des pays africains.

Sur la question de l'impact de l'inclusion financière, il y avait déjà des travaux qui ont cherché à mettre en évidence la relation entre la finance et le développement économique pour orienter l'élaboration des politiques économiques. C'est le cas de (Bittencourt, 2012) en Amérique latine qui a constitué un panel de quatre pays sur la période allant de 1980 à 2007. Elle retient la masse monétaire, les ratios des crédits privés sur les dépôts bancaires, les réserves auprès de la banque centrale et le stock du capital comme variables proxys du développement financier dans ses estimations et trouve globalement que celles-ci ont des effets positifs et significatifs sur la croissance économique. Elle confirme ainsi l'hypothèse schumpétérienne selon laquelle la finance entraîne la croissance économique dans ces pays. Dans une analyse similaire, Hassan et al. (2011) trouvent la même conclusion que Bittencourt, du moins dans les cas des pays pauvres qu'ils ont distingués des pays développés. Dans le cas de cette dernière catégorie des pays, l'existence d'une causalité inverse de la relation finance et croissance empêche ces auteurs de se prononcer en faveur ou non des effets de la libéralisation financière. Ces auteurs et Bittencourt soulignent la nécessité de l'existence d'un système financier libéralisé et actif. Les enjeux de l'inclusion financière sont mis en évidence par García-Herrero et Martínez-Turégano (2015) et ont trouvé des résultats corroborant le caractère réducteur de la pauvreté et des inégalités de revenus de l'inclusion financière. Ils ajoutent que ces résultats sont d'autant plus vrais pour des économies à faible développement financier.

Ces dernières les auteurs reviennent sur l'impact de l'inclusion financière sur le développement humain après les travaux de Nanda et Kaur en 2016 ayant trouvé des forts impacts positifs non seulement sur le développement humain, mais aussi sur le revenu national. Parmi ces auteurs, Barik et al. (2022) dans un panel de 28 pays indiens, Abdelghaffar et al. (2023) et Mani et al. (2024) avec tous les pays africains ont abouti à des impacts positifs bien qu'ils aient utilisés d'approches diverses. En effet, ces auteurs ont tous considéré l'indice de développement humain comme variable endogène. Les premiers ont utilisé la méthode des moments généralisés (GMM) pour régresser l'indice synthétique de l'inclusion financière calculé par la méthode de distance inversée prêtée à Sarma (2008) avec de différentes dimensions retenues dans un panel de 38 pays. Les seconds ont présenté les résultats avec la méthode de moindre carré ordinaire où ils ont utilisé simultanément le nombre des points de services pour 100 000 adultes, les nombres de guichets automatiques pour 100000 adultes, les comptes de dépôt pour 1000 adultes et les comptes de crédit pour 1000 adultes dans le modèle comme indicateurs d'inclusion financière. Dans le cadre de ce travail concernant les pays de l'UEMOA tous à faible niveau de développement et où les autorités monétaires s'investissent dans la promotion de l'inclusion financière visent à mettre en évidence l'impact de l'inclusion financière sur le développement humain. Contrairement à ces deux auteurs, l'indice de développement humain est transformé pour améliorer sa variabilité comme dans les travaux de Nanda et Kaur (2016) et de Rabiou (2020) avant d'être utilisé dans le modèle empirique. La manière de cette transformation et les autres techniques sont présentées comme éléments de la méthodologie.

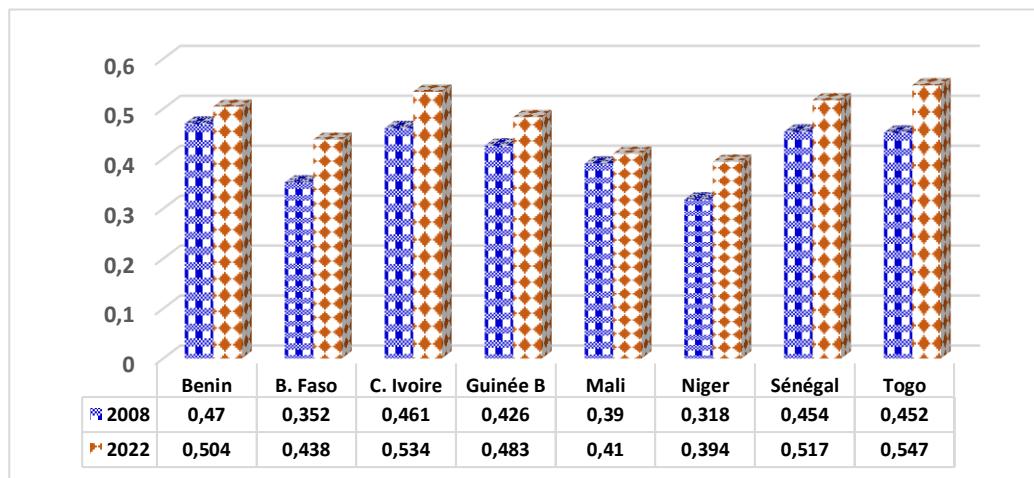
4. Éléments de la méthodologie

Les éléments de la méthodologie couvrent les sources des différentes données et les transformations que certaines ont subies, mais aussi la méthode d'analyse empirique utilisée.

4.1. Variables et sources des données

Transformation logarithmique de l'indice du développement humain : La variable endogène est le développement humain, il est capté par l'indice du développement humain (IDH). Ainsi, sur la période allant de 2008 à 2022, l'IDH des huit pays de l'union est extrait de la base des données du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour servir de variable endogène dans le modèle empirique. Départ leur calcul, ces indices varient entre 0 et 1. Le graphique 1 présente les valeurs de l'indice de développement humain de 2008 et de 2022 des pays membres de l'union.

Graphique 1 : Valeurs de l'IDH dans les pays de l'UEMOA en 2008 et 2022



Source : Auteurs

Ces valeurs de l'IDH sont issues de la base des données en ligne du programme de nations unies pour le développement (PNUD). Elles couvrent tous les pays de l'union sur la période allant de 2008 à 2022. Elles sont modifiées suivant la transformation logarithmique inspirée par Sarma et Pais (2011) et par Nanda et Kaur (2016) pour améliorer leur variabilité.

$$l.idh_u = \ln \left[\frac{idh_u}{1 - idh_u} \right]$$

Ainsi, les nouvelles valeurs de l'IDH qui sont utilisées dans le modèle sont comprises entre $-\infty$ à $+\infty$. En effet, l'indice de développement humain est compris entre

$0 \leq idh \leq 1$ donc les limites de sa valeur transformée sont : $\lim_{x \rightarrow 0} \ln\left(\frac{idh}{1-idh}\right) = -\infty$ et

$$\lim_{x \rightarrow 1} \ln\left(\frac{idh}{1-idh}\right) = +\infty$$

Indicateur d'inclusion financière considéré : Le calcul de la taille de l'inclusion financière dépendant des institutions et souvent même au sein d'une institution elle est mesurée par plusieurs indicateurs. La banque centrale de l'union recourt à un ensemble des techniques pour mesurer la taille de l'inclusion financière qui aboutit à deux principaux indicateurs qui sont le taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF) et l'indice synthétique d'inclusion financière (ISF). Le premier est obtenu en faisant le rapport de la somme de nombre des comptes auprès des banques, des SFD et des EME par la population adulte. Le second est un indice synthétique calculé à la manière de Sarma (2008) en tenant compte des différentes dimensions de l'inclusion financière à savoir l'accessibilité, l'utilisation et le coût des services offerts. Ainsi, le taux de pénétration géographique, le taux de pénétration démographique, le taux d'utilisation des services et les coûts des services financiers sont calculés avant d'être considérés dans le calcul de l'indice synthétique suivant la méthode de la distance inversée.

Dans ce travail, l'inclusion financière est captée par le taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF) qui est calculé par la BCEAO de manière séquentielle à travers trois indicateurs :

- le taux de bancarisation strict (TBS), qui mesure le pourcentage de la population adulte détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor ;
- le taux de bancarisation élargi (TBE), qui est obtenu en élargissant le TBS aux détenteurs de comptes dans les institutions de microfinance ;
- le taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF), qui est obtenu en élargissant le TBE aux comptes de monnaie électronique.

Ce dernier aussi appelé taux d'inclusion financière est issu de la base en ligne de la BCEAO. Il est abrégé par « **lifi** » et utilisé comme la variable d'intérêt du modèle. Son signe attendu est positif.

Variables de contrôle du modèle : Outre la variable inclusion financière, la principale variable d'intérêt du modèle, plusieurs variables de contrôle issues, de différentes bases de la banque mondiale (WDI, WGI) sont utilisées pour contrôler le modèle empirique conformément à la littérature empirique.

1. **Le taux d'épargne :** Il est utilisé dans le modèle pour capter son apport au développement humain.
2. **Taux d'intérêt :** le niveau de taux d'intérêt donne de l'incitation aux investissements des entreprises. Les ménages en plus des dépôts, certains sollicitent auprès des banques des crédits agricoles ou prêts scolaires. Peuvent aussi être considérés d'autres types des prêts à la consommation

particulièrement à la proche des évènements socioculturels comme les fêtes ou le ramadan. L'intensité de ces services multiples qui améliorent le bien-être dépend du taux d'intérêt pratiqué. Il est intégré pour contrôler modèle et est désigné par « **txint** ».

3. **Taux d'ouverture** : Le taux d'ouverture est considéré dans le modèle pour l'importance des échanges commerciaux dans le développement socioéconomique. Les pays membres entretiennent des relations commerciales avec des pays de l'Europe, de l'Asie (la Chine et les Émirats Arabes Unis), de l'Amérique (Brésil, le Venezuela) et surtout les pays africains avec lesquels ces pays partagent des frontières notamment le Nigeria, le Ghana, la Mauritanie et l'Algérie entre autres. Il est abrégé par le « **touv** » dans le modèle et son signe serait positif.
4. **État de droit** : c'est une mesure de la qualité des institutions dans les pays et elle correspond à l'expression « **ru_low** » dans le modèle.
5. **Effectivité du gouvernement** : C'est une variable institutionnelle qui varie entre -2,5 et 2,5. Elle reflète la perception des agents, notamment en matière de confiance et du respect des normes sociales. En particulier la qualité de l'application de contrat, des droits de propriété, de la police, de la justice et aussi bien la probabilité des crimes et des violences. Elle est tirée à partir de la base WGI de la banque mondiale. « **gv_eff** »

Pour les différentes variables, nous avons des observations des huit pays sur la période allant de 2008 à 2022. Ce qui fait un panel cylindré de 120 observations par variable.

4.2. Méthode d'analyse empirique

L'analyse du modèle de la croissance endogène conduite sous l'angle des innovations verticales par Howitt et Aghion (1998) et l'orientation donnée à ce modèle par Arestis et Stein (2005) offrent un fondement théorique aux évaluations empiriques de la relation entre l'inclusion financière et la croissance inclusive. Ainsi, à la suite des travaux de (Kablana & Chhikara, 2013) et de Barik et al. (2022) nous estimons un modèle empirique en panel de 8 pays observés entre 2008 à 2022. Soit le modèle suivant :

$$lidh_{ij} = \alpha + \beta l.tgusf_{ij} + \gamma X_{ij} + \varepsilon_{ij}$$

Où Y_{ij} est la variable endogène, $tgusf_{ij}$ l'indicateur d'inclusion financière, X_{ij} la matrice des variables du contrôle, elle composée d'une ou de plusieurs variables séquentiellement ajoutées pour améliorer la robustesse des résultats et enfin ε_{ij} est le terme de l'erreur. Le vecteur $(i, j) \in (1, 2, \dots, 8) \times (2008, 2009, \dots, 2022)$, où les i et j représentent respectivement les pays et les années d'observation.

5. Analyses et discussions des résultats

Cette partie présente dans un premier temps les statistiques descriptives des différentes variables utilisées dans le cadre de cette étude avant de présenter les principaux résultats et les résultats des différents tests de robustesse effectués pour juger de la consistance de ces résultats dans un second temps.

5.1. Évolution de l'architecture du système financier indirect

Les systèmes financiers des pays de l'UEMOA sont très similaires à ceux des pays en développement. Ces structures de financements nationaux se caractérisent par la coexistence entre trois structures d'intermédiation financière indirecte à savoir le réseau bancaire, le secteur financier décentralisé et le secteur de la monnaie électronique le secteur informel, une bourse régionale de valeurs mobilières ainsi que divers mécanismes d'intermédiation. Si dans le cadre de suivi des activités des structures d'intermédiation financière indirecte le secteur informel demeure un défi, la BCEAO actualise régulièrement les données sur les établissements de crédit (banques et établissements financiers) et les SFD) et les EME. Le tableau 1 présente l'évolution des structures de financement indirect dans les pays de l'union pour l'année 2008 et 2022. Ainsi en 2022, on compte un total de 155 établissements de crédit contre 116 unités en 2008. Ceci s'est accompagné d'une augmentation des guichets de l'ordre de 3600 (4857-1256). Le nombre total des comptes (qui sont en millier) ouverts et actifs auprès des institutions de financières avoisinent globalement les 150 millions dépassant de très loin ce qu'il en était il y a 15 ans. En effet, ce chiffre est le fruit d'une combinaison de la mutation institutionnelle et les efforts déployés par les autorités monétaires pour accompagner cette dernière.

Tableau 1 : Mutation des structures d'intermédiation financière indirecte entre 2008 et 2022

Années		Benin	Burkina	C. Ivoire	Guinée B	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
2008	ECA	13	17	22	4	17	11	19	13	116
	Guichets	120	166	281	10	217	63	265	134	1256
	GAB									
	Comptes ⁴	394	543	880	363	720	178	731	655	4137
	SFD									
	EME									
2022	ECA	15	19	30	6	17	20	31	17	155
	Guichets	208	359	664	32	458	2315	550	271	4857
	GAB	308	554	935	78	461	278	711	355	3680
	Comptes	2414	3135	6332	211	2297	1003	2920	1359	19 671
	SFD	27	45	39	-	20	4	66	35	236
	Comptes	2543	1300	3582	-	1261	59	4057	2230	15 032
	EME	3	1	6	-	1	1	3	0	15
	Points									688 719
	Comptes									111 984

Source : Auteurs, à partir des rapports annuels de la commission bancaire de la BCEAO

Ainsi, on peut constater les données relatives aux SFD et aux EME sont absentes en 2008 dans les statistiques même si pour ceux qui est des SFD, il y a déjà des structures en exercice sans que le rapport mentionne leurs activités. Les données relatives aux GAB

⁴ Les comptes dans ce tableau sont en milliers, par exemple 394 correspond 394000 comptes ouverts.

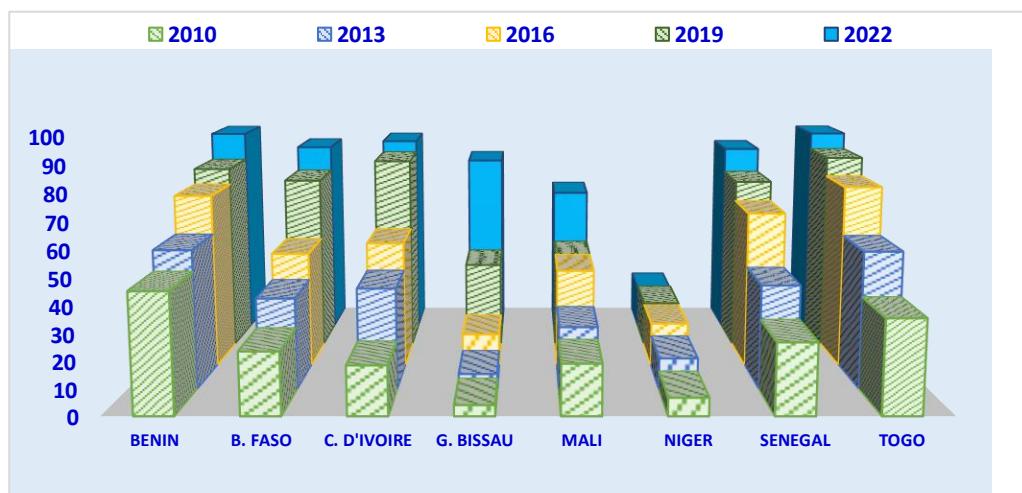
n'étaient pas prises en compte dans le rapport de cette année. Le rapport 2022 par contre renseigne les statistiques sur le nombre des SFD par pays, mais également le nombre des comptes relatifs à ce secteur est disponible chaque pays. Il ne renseigne néanmoins qu'avec peu de détail sur les activités des EME même s'il donne des informations le nombre de ces structures par pays.

Les données de ces institutions financières, banques et SFD, ont néanmoins servi au calcul du taux global d'utilisation des services financiers utilisés dans la partie empirique de ce travail.

5.2. Évolution de l'inclusion financière dans les pays de l'union

L'indicateur d'inclusion financière de tous les pays sur les 15 années est tiré de la base des données de la banque centrale. Le graphique 2*Erreurs ! Source du renvoi introuvable*, montre qu'en 2010, aucun pays n'a atteint un taux global d'utilisation des services financiers de 50 %. Le Benin avait déjà plus de 45 % pendant que la Guinée Bissau (4 106 %) et le Niger (6 807 %) ont un très faible TGUSF. Après plus d'une décennie de mutation du système financier de l'union, le constat est que tous les pays ont amélioré leur utilisation des services financiers. Cinq pays, à savoir le Togo, le Benin, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Sénégal ont dépassé le seuil de 80 % du TGUSF/transformation. Au même moment, le Niger reste à la traîne loin derrière le Mali et la Guinée Bissau.

Graphique 2 : Évolution du taux global d'utilisation de services financiers



Source : Auteurs, à partir des données de la BCEAO

5.3. Analyse descriptive des variables

Le tableau 2 suivant présente les caractéristiques des variables utilisées dans le modèle empirique. Ainsi, de façon globale la moyenne, l'écart type et les valeurs extrêmes de 120 observations sont présentés. Et de spécifiquement, l'état type et les valeurs extrêmes d'observations intra-pays et inter-pays sont également présentés.

Tableau 2 : Caractéristiques et sources des données utilisées

	Echant.	Moy.	Ecart-t	Min	Max	Obs
Indice développement humain lidh	Global	-0,078	0,099	-0,33	0,08	N=120
	Inter		0,097	-0,24	0,01	n=8
	Intra		0,040	-0,19	-0,01	T=15
Indicateur d'inclusion financière lifi	Global	42 589	25 707	1,20	86,99	N=120
	Inter		18 171	12,55	61,94	n=8
	Intra		19 223	5,88	95,87	T=15
Taux d'épargne Tep	Global	12 694	6 797	-13,75	28,90	N=120
	Inter		5 086	6,21	22,54	n=8
	Intra		4 834	-7,26	26,92	T=15
Taux d'intérêt Txint	Global	51 629	92 855	0,10	537,60	N=120
	Inter		69 674	1,92	199,02	n=8
	Intra		65 868	-134,79	390,21	T=15
Taux d'ouverture Touv	Global	29 738	9 524	14,10	58,91	N=120
	Inter		5 801	21,99	39,37	n=8
	Intra		7 812	16,88	55,18	T=15
Etat de droit ru_low	Global	-0,704	0,358	-1,61	-0,08	N=120
	Inter		0,340	-1,41	-0,27	n=8
	Intra		0,161	-1,29	-0,32	T=15
Effectivité de gouvernement gv_eff	Global	-0,826	0,383	-1,81	0,02	N=120
	Inter		0,351	-1,42	-0,33	n=8
	Intra		0,195	-1,28	-0,32	T=15

Source : Auteurs

Après la description statistique des toutes les variables du modèle, un test de corrélation entre les variables a révélé l'existence des corrélations entre les différentes variables, notamment la variable d'intérêt qui le TGUSF est corrélé à la variable endogène (Tableau 3).

Tableau 3: Matrice des corrélations des variables du modèle

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
(1) lidh	1 000						
(2) lifi	0,707	1 000					
(3) tep	0,191	0,350	1 000				
(4) touv	0,186	-0,043	-0,314	1 000			
(5) txint	0,418	0,445	0,510	-0,072	1 000		
(6) ru_low	-0,067	0,284	0,242	-0,368	0,235	1 000	
(7) gv_eff	0,065	0,337	0,343	-0,319	0,417	0,819	1 000

Source : Auteurs

5.4. Analyses empiriques

Le Tableau 4 présente les principaux résultats du modèle économétrique. Quatre équations estimées sont globalement significatives au seuil de 1 % avec un R² au-delà de 0,50. Les résultats de quatre équations estimées montrent un lien positif et significatif au seuil de 1 % entre l'inclusion financière et le développement humain.

Tableau 4 : Résultats d'estimations économétriques du modèle

Variable	IV-2SLS	IV-2SLS	IV-2SLS	IV-2SLS
	(1)	(2)	(3)	(4)
Lifi	0.00273*** (0.000249)	0.00275*** (0.000254)	0.00308*** (0.000272)	0.00280*** (0.000266)
		0.000159 (0.00101)	0.000934 (0.00104)	-0.000690 (0.00108)
Tep		0.00230*** (0.000677)	0.00147** (0.000723)	0.00117* (0.000704)
			-0.0810*** (0.0234)	-0.0896*** (0.0231)
Touv				0.000291*** (8.33e-05)
gv_eff			-0.332*** (0.0337)	-0.313*** (0.0319)
Txint				
Constant	-0.195*** (0.0124)	-0.266*** (0.0275)	-0.332*** (0.0337)	-0.313*** (0.0319)
Observations	120	120	120	120
R-carre	0,500	0,547	0,540	0,579
Chi2	120,0***	145,0***	154,8***	176,3***
Nombre de pays	8	8	8	8

Note : les écarts types robustes sont présentés entre parenthèses et les expressions *** p<0,01 ; ** p<0,05 ; * p<0,1 désignent respectivement la significativité au seuil de 1 %, 5 % et 10 %. La variable « gv_eff » est utilisée comme instrument pour la variable « ru_low » qui est supposée endogène.

Ainsi, une amélioration du niveau d'inclusion financière de 1 % dans ces pays augmente l'indice de développement humain de 0.0028 point de pourcentage, toutes choses égales par ailleurs. Ces résultats sont conformes à la littérature empirique existante. En plus des résultats obtenus par Nanda et Kaur (2016), ces résultats sont similaires à ceux de Abdelghaffar et al. (2023) même si eux ont utilisé l'indice synthétique de l'inclusion financière dans leur modèle, mais aussi à ceux Mani et al. (2024) qui ont eu recours à plusieurs variables pour mettre en évidence les effets de l'inclusion financière sur le développement humain. En effet, les discussions paraissent assez robustes si on s'appuie sur les analyses faites par Abdelghaffar et al. (2023) en distinguant les pays suivant leur niveau de revenu en trois groupes. Dans le cas du groupe des pays à faible revenu, qui sont des pays similaires à ceux de l'union, ils ont trouvé des effets plus prononcés que le groupe des pays au revenu plus important. Les conclusions de Mani et al. (2024) portant sur l'ensemble des pays africains à l'exception de la Somalie et de l'Érythrée confortent aussi les résultats trouvés de cette étude. Tous les pays de l'UEMOA sont représentés dans leur échantillon, mais les variables de l'inclusion financière utilisées sont distinctes du taux global d'utilisation des services financiers.

En plus de la variable d'inclusion financière, certaines variables des contrôles sont significatives et affectent diversement le développement humain. Les échanges commerciaux à travers le taux d'ouverture commerciale affectent positivement et significativement le développement humain. Ce résultat est conforme aux conclusions les théories classiques et néoclassiques soulignent que les spécialisations et les échanges

favorisent la croissance et le développement des pays et conduisent à un bien-être plus élevé des populations (Smith, 1776 ; Ricardo, 1817 ; Krugman, 1979). Ce résultat appelle à l'amélioration des échanges commerciaux intra et extra régionaux dans l'Union. Issoufou Dogo (2024) trouve aussi des résultats similaires. On constate également que le taux d'intérêt affecte aussi positivement le développement humain dans les pays de la zone UEMOA. Ce résultat pourrait s'expliquer par les incitations qu'il apporte à l'activité économique. En effet, l'accroissement du taux d'intérêt facilite la mobilisation des ressources financières à court terme, ce qui encourage l'activité économique et favorise le développement économique.

Contrairement aux prédictions théoriques, la variable institutionnelle affecte négativement et significativement le développement humain. Ce résultat est contre-intuitif dans la mesure où les pays ayant des institutions fortes ou des institutions « de bonne qualité » croissent plus vite et se développent plus rapidement comme le relèvent les travaux de Acemoglu (2005). De façon factuelle, les diverses crises politiques et institutionnelles récentes intervenues dans la plupart des pays de l'Union depuis les années 2010 pourraient expliquer ce résultat. Bien qu'il ait un signe positif, le taux d'épargne n'est pas significatif. Donc ses effets sur le développement humain ne peuvent être conclus.

5.5. Tests de robustesses

Plusieurs tests de robustesse ont été effectués pour juger de la robustesse et de la validité des principaux résultats (Tableau 5). L'analyse des résultats des différents tests effectués confirme que la relation entre l'inclusion financière et l'indice de développement humain reste et demeure positive et significative. Ce qui confirme la robustesse et la validité des principaux résultats de cette étude.

Tableau 5 : Résultats des différents tests de robustesse

	MCO	FE	RE	IV
Variable	(1)	(2)	(3)	(4)
Lifi	0.00278*** (0.000270)	0.00153*** (0.000145)	0.00156*** (0.000153)	0.00278*** (0.000259)
	-0.000915 (0.000901)	0.000926* (0.000503)	0.000857 (0.000532)	-0.000915 (0.00105)
Tep	0.00121** (0.000552)	-0.000816*** (0.000310)	-0.000762** (0.000328)	0.00121* (0.000683)
	-0.0720*** (0.0206)	0.0193 (0.0152)	0.0117 (0.0156)	-0.0720*** (0.0182)
Txint	0.000213*** (5.72e-05)	-2.35e-05 (4.17e-05)	-1,20 e-05 (4.38e-05)	0.000213*** (7.69e-05)
	-0.283*** (0.0257)	-0,116*** (0.0146)	-0,124*** (0.0230)	-0,283*** (0.0281)
Observations	120	120	120	120
R-carré	0,619	0,711		0,619
F	45,02***	52,70***		36,99***
Chi2			238,1***	
Nombre de pays	8	8	8	8

Note : les écarts types robustes sont présentés entre parenthèses et les expressions *** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1 désignent respectivement la significativité au seuil de 1 %, 5 % et 10 %.

6. Conclusions et Implications pour la politique économique

Bien que le chantier de l'inclusion financière au sein de l'union suive son cours avec les mutations subséquentes, la compréhension du phénomène et de ses incidences sur les indicateurs socioéconomiques est de nature à participer à l'amélioration de la qualité de prise de décision. Ainsi, l'objectif de ce papier était d'évaluer l'impact de l'inclusion financière sur le développement économique dans les pays de l'UEMOA sur la période 2008-2022.

Les résultats empiriques, issus de l'estimation du modèle économétrique, montrent que l'inclusion financière affecte positivement et significativement le développement économique dans les pays de l'UEMOA et ces résultats sont conformes à la littérature empirique existante. En outre, les résultats des différents tests de robustesse révèlent la validité et la consistance des principaux résultats obtenus.

Ainsi, sur la base de ses résultats, cette étude recommande aux autorités en charge des politiques économiques dans les pays de l'Union d'encourager les mesures visant à faciliter davantage le processus d'inclusion financière afin d'améliorer le niveau de développement économique des pays de la zone. Plus spécifiquement, la banque centrale doit continuer ses politiques d'éducation financière au sein de la zone pour rehausser le taux de bancarisation des pays qui reste et demeure faible et formaliser les activités financières exercices par des acteurs de plus en plus divers. De plus, il faut élaborer des

mesures pour accompagner et encourager la création des établissements financiers ainsi que leur pérennité dans temps dans les différents de l'Union.

7. Références bibliographiques

- Abdelghaffar, R. A., Emam, H. A., & Samak, N. A. (2023). Financial inclusion and human development : Is there a nexus? *Journal of Humanities and Applied Social Sciences*, 5(3), 163-177. <https://doi.org/10.1108/JHASS-11-2021-0178>
- Acemoglu, D. (2005). Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth. *Handbook of Economics Growth*. [https://doi.org/10.1016/S1574-0684\(05\)01006-3](https://doi.org/10.1016/S1574-0684(05)01006-3)
- Andrianaivo, M., & Kpodar, K. (2012). Mobile phones, financial inclusion, and growth. *Review of Economics and Institutions*, 3(2), 30. <https://doi.org/10.5202/rei.v3i2.75>
- Andrianaivo, M., & Yartey, C. A. (2010). Understanding the growth of African financial markets. *African Development Review*, 22(3), 394-418. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8268.2010.00253.x>
- Arestis, P., Nissanke, M., & Stein, H. (2005a). Finance and development : Institutional and policy alternatives to financial liberalization theory. *Eastern Economic Journal*, 31(2), 245-263.
- Arestis, P., Nissanke, M., & Stein, H. (2005b). Finance and development : Institutional and policy alternatives to financial liberalization theory. *Eastern Economic Journal*, 31(2), 245-263.
- Babatoundé, A. L. (2015). Dualisme financier et politique monétaire : Un réexamen théorique des implications. *L'Actualité économique*, 91(3), 313-338. <https://doi.org/10.7202/1036493ar>
- Bandiera, O., Caprio, G., Honohan, P., & Schiantarelli, F. (2000). Does financial reform raise or reduce saving? *Review of Economics and statistics*, 82(2), 239-263. <https://doi.org/10.1162/003465300558768>
- Barik, R., Lenka, S. K., & Parida, J. K. (2022). Financial Inclusion and Human Development in Indian States : Evidence from the Post-Liberalisation Periods. *Indian Journal of Human Development*, 16(3), 513-527. <https://doi.org/10.1177/09737030221141241>
- Beck, T., Demirguc-Kunt, A., & Levine, R. (2007). Finance, inequality and the poor. *Journal of Economic Growth*, 12(1), 27-49. <https://doi.org/10.1007/s10887-007-9010-6>
- Bittencourt, M. (2012). Financial development and economic growth in Latin America : Is Schumpeter right? *Journal of Policy Modeling*, 34(3), 341-355. <https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2012.01.012>

- Bonjean, C. A., & Boussard, J.-M. (1999). La stabilisation des prix aux producteurs agricoles : Approches micro-économiques. *Revue tiers monde*, 901-928. <https://doi.org/10.3406/tiers.1999.5351>
- Cámera, N., & Tuesta, D. (2014). Measuring financial inclusion : A multidimensional index. *BBVA Research Paper*, 14/26. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2634616>
- Chandrawanshi, A. G., & Banerji, A. (2021). A Study of Recent Initiatives in Financial Inclusion and its Impact on Human Development in India. *Contemporary Research in Finance*, 122.
- Chen, W., & Yuan, X. (2021). Financial inclusion in China : An overview. *Frontiers of Business Research in China*, 15(1), 4. <https://doi.org/10.1186/s11782-021-00098-6>
- Chibba, M. (2009). Financial Inclusion, Poverty Reduction and the Millennium Development Goals. *The European Journal of Development Research*, 21(2), 213-230. <https://doi.org/10.1057/ejdr.2008.17>
- Cull, R., Demirguc-Kunt, A., & Morduch, J. (2021). *Banking the world : Empirical foundations of financial inclusion*. MIT Press.
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L. F., Singer, D., & Van Oudheusden, P. (2015). The global finindex database 2014 : Measuring financial inclusion around the world. *World Bank Policy Research Working Paper*, 7255. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-7255>
- Diarra, M., & Rabiou, A. (2020). Les effets de l'inclusion financière sur la stabilité de la demande de monnaie dans l'union économique et monétaire ouest africaine. *Revue Economique et Monétaire*, 28, 58-87.
- Doligez, F., Bastiaensen, J., Bédécarrats, F., & Labie, M. (2016). L'inclusion financière, nouvel avatar de la libéralisation financière? Introduction. *Revue Tiers Monde*, 1, 9-20. <https://doi.org/10.3917/rtm.225.0009>
- Duesenberry, J. S. (1950). Some aspects of the theory of economic development. *Explorations in Economic History*, 3(2), 63.
- Efobi, U., Beecroft, I., & Osabuohien, E. (2014). Access to and use of bank services in Nigeria : Micro-econometric evidence. *Review of development finance*, 4(2), 104-114. <https://doi.org/10.1016/j.rdf.2014.05.002>
- Fowowe, B. (2013). Financial liberalization in Sub-saharan Africa : What do we know? *Journal of Economic Surveys*, 27(1), 1-37. <https://doi.org/10.1111/j.1467-6419.2011.00689.x>
- Fry, M. J. (1995a). Financial Development in Asia : Some analytical issues. *Asian-Pacific Economic Literature*, 9(1), 40-57. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8411.1995.tb00103.x>

- Fry, M. J. (1995b). Financial Development in Asia : Some analytical issues. *Asian-Pacific Economic Literature*, 9(1), 40-57. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8411.1995.tb00103.x>
- García-Herrero, A., & Martínez-Turégano, D. (2015). Financial inclusion, rather than size, is the key to tackling income inequality. *BBVA Research Working Paper*, 15(05). <https://doi.org/10.2139/ssrn.2560744>
- Gildas, M. (2011). *Inclusion financière et stabilité financière : Des enjeux similaires—Recherche Google.*
- Gupte, R., Venkataramani, B., & Gupta, D. (2012). Computation of financial inclusion index for India. *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, 37, 133-149. <https://doi.org/10.1016/j.sbspro.2012.03.281>
- Haleem, A., & Madhuwanthi, W. P. C. (2020). *The determinants of financial inclusion and its mediating effect on poverty reduction.*
- Hassan, M. K., Sanchez, B., & Yu, J.-S. (2011). Financial development and economic growth : New evidence from panel data. *The Quarterly Review of economics and finance*, 51(1), 88-104. <https://doi.org/10.1016/j.qref.2010.09.001>
- Howitt, P., & Aghion, P. (1998). [No title found]. *Journal of Economic Growth*, 3(2), 111-130. <https://doi.org/10.1023/A:1009769717601>
- Ibrahim, H. B., Manu, D., Adamu, I., Jediel, E. H., Kasima, W., Hajara, B., & Yusrah, I. (2019). An examination of the impact of financial inclusion on poverty reduction : An empirical evidence from Sub-Saharan Africa. *International Journal of Scientific and Research Publications*, 9(1), 239-252. <https://doi.org/10.29322/IJSRP.9.01.2019.p8532>
- Issoufou Dogo, A. R. (2024). Impact de l'intégration financière régionale sur le commerce intra régional des produits manufacturés dans la zone CEDEAO. *African Development Review*, 36(2), 292-305. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12746>
- Kablana, A. S. K., & Chhikara, K. S. (2013). A Theoretical and Quantitative Analysis of Financial Inclusion and Economic Growth. *Management and Labour Studies*, 38(1-2), 103-133. <https://doi.org/10.1177/0258042X13498009>
- Krugman, P. R. (1979). Increasing returns, monopolistic competition, and international trade. *Journal of international Economics*, 9(4), 469-479. [https://doi.org/10.1016/0022-1996\(79\)90017-5](https://doi.org/10.1016/0022-1996(79)90017-5)
- Kumar, N. (2013). Financial inclusion and its determinants : Evidence from India. *Journal of Financial Economic Policy*, 5(1), 4-19. <https://doi.org/10.1108/17576381311317754>
- Loizos, K. (2018). The Financial Repression-Liberalization debate : Taking stock, looking for a synthesis. *Journal of Economic Surveys*, 32(2), 440-468. <https://doi.org/10.1111/joes.12195>

- Lucas Jr, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of monetary economics*, 22(1), 3-42. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7)
- Mani, P., Nyamute, W., & Ondigo, H. (2024). Financial Inclusion and Human Development : Evidence from African Countries. *European Journal of Business and Management Research*, 9(3), 80-85. <https://doi.org/10.24018/ejbm.2024.9.3.2274>
- Banque Mondiale (2014). Données. *Secteur privé*.
- Nanda, K., & Kaur, M. (2016). Financial Inclusion and Human Development : A Cross-country Evidence. *Management and Labour Studies*, 41(2), 127-153. <https://doi.org/10.1177/0258042X16658734>
- Park, C.-Y., & Mercado, R. (2015). Financial inclusion, poverty, and income inequality in developing Asia. *Asian Development Bank Economics Working Paper Series*, 426. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2558936>
- Rabiou, A. (2020). *Inclusion financiere, developpement humain et politique monétaire dans les pays de l'UEMOA*. Abdou Moumouni.
- Ricardo, D. (1817). On rent. *The Economics of Structural Change*, 1.
- Robinson, A. (1952). An Introduction to Economic Analysis, Introduction to Economics, Elementary Economics, Principles of Political Economy, Modern Economic Problems, Economics of Every Day Life, Guide to Economics : A Manual for Students, The Substance of Economics. *The Economic Journal*, 62(246), 358-366.
- Sarma, M. (2008). *Index of financial inclusion*. Working paper.
- Sarma, M., & Pais, J. (2011). Financial Inclusion and Development. *Journal of International Development*, 23(5), 613-628. <https://doi.org/10.1002/jid.1698>
- Sarma, S. (2015). Meaningful financial inclusion. *Journal of Rural Development*, 115-120.
- Smith, A. (1776). 1976. An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations. *The Glasgow edition of the works and correspondence of Adam Smith*, 2. <https://doi.org/10.1093/oseo/instance.00043218>
- Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *The American Economic Review*, 71(3), 393-410.
- Tanimoune, N. A. (2003). *Les politiques de libéralisation financière dans les pays en développement : Essai d'évaluation empirique dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine* [PhD Thesis, Orléans].